**CANDIDATURE EN VUE DE L'INSCRIPTION
SUR LA LISTE DES MEDIATEURS DE LA COUR D'APPEL DE
MONTPELLIER**

(Personne morale)

Liens utiles :

- [Décret n° 2017-1457 du 9 octobre 2017 relatif à la liste des médiateurs auprès de la cour d'appel](#)
- [Décret n°2021-95 du 29 janvier 2021 portant modification des décrets n°2017-1457 du 9 octobre 2017 relatif à la liste des médiateurs auprès de la cour d'appel et n°2019-1089 du 25 octobre 2019 relatif à la certification des services en ligne de conciliation, de médiation et d'arbitrage](#)
- [Arrêté du 29 janvier 2021 fixant la liste des pièces justificatives à fournir pour l'inscription sur la liste prévue à l'article 22-1 A de la loi n°95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative](#)

Constitution du dossier

Vous trouverez ci-après la trame du dossier de candidature qui doit être scrupuleusement respectée. La dernière page comporte une déclaration sur l'honneur qui devra être obligatoirement signée par le représentant légal de la personne morale. Le présent document doit être : complété de façon dactylographiée (et non de façon manuscrite)

Merci de joindre les justificatifs pour chaque rubrique
(Identité, mode d'exercice, numéro SIRET, assurance responsabilité civile, formation,
pratique de la formation, inscription sur d'autres listes de cour d'appel, etc.)

Je soussigné(e) (Pour les femmes mariées, nom patronymique suivi du nom d'épouse)

Nom

Prénom

Président / Représentant légal de la personne morale (barrer la mention inutile)

Né(e) le _____

A _____

Demeurant _____

Courriel : _____

Numéro de tél. fixe : _____

Numéro de tél. mobil : _____

Si le représentant légal est né à l'étranger, ajouter l'identité complète de ses père et mère

Nom du père :

Prénoms du père :

Nom de la mère :

Prénoms de la mère :

Nationalité :

Joindre la copie de la carte nationale d'identité ou du passeport du représentant légal et, le cas échéant, du titre de séjour

Exercice d'une profession juridique ou judiciaire réglementée, y compris à titre honoraire¹ :

oui

non

Personne morale

Type de structure : _____

Date de création : _____

Dirigeant(s) : _____

Numéro de SIRET : _____

Objet social : _____

Date de création : _____

Nombre de salariés : _____

Adresse : _____

Courriel² : _____

Numéro de tél. fixe : _____

Numéro de tél. mobil : _____

Site internet (le cas échéant) : _____

Assurance responsabilité civile souscrite pour l'activité de médiateur :

Nom de l'assureur et N° de police : _____

¹ Lorsque le médiateur est une personne morale, c'est son président ou son représentant légal qui doit prêter serment, et ce même si ce dernier est membre d'une profession judiciaire ou juridique réglementée, y compris à titre honoraire. De même, chacun des médiateurs pouvant être désigné par la personne morale doit prêter serment.

² Le courriel indiqué doit être propre à la personne morale.

Conventionnement CNAF : oui non

Certification (du site internet): oui non

Si oui, préciser la plateforme de certification :

Adhérent aux organismes/associations de médiation (si oui, préciser):

oui non

Personnes physiques assurant l'exécution des mesures de médiation

Préciser pour chacune d'elles, le statut et la date d'embauche

→ Fournir pour chacune d'entre elles un dossier de candidature (annexe 2 bis)

Si un des salariés demandent son inscription à titre individuel le préciser également, il devra alors constituer un dossier en son nom (annexe 1)

TRANSMISSION DU DOSSIER

Le présent document doit être acheminé par <u>lettre recommandée avec AR</u> entre le 01 janvier 2023 et le 30 juin 2023.
--

Pièces à produire : 1° La copie de la carte nationale d'identité ou du passeport de son représentant légal et, le cas échéant, de son titre de séjour ; 2° Un extrait Kbis ou une copie des statuts prévoyant, dans l'objet social, la mission d'exécution de la mesure de médiation ; 3° La liste des personnes physiques assurant l'exécution des mesures de médiation et, pour chacune d'entre elles, faire constituer par ces dernières un dossier annexe 2 bis à télécharger sur le site de la Cour d'appel de Montpellier.

Pièces supplémentaires à produire pour la rubrique « services en ligne » :

1° La politique de protection des données à caractère personnel et la preuve de ce qu'elle est accessible en ligne aux utilisateurs ;

2° La politique de confidentialité appliquée par le service en ligne et le formulaire d'accord des parties autorisant la divulgation des informations recueillies ;

3° Le support de présentation des modalités de la réalisation de la médiation en ligne et la preuve de ce qu'il est accessible en ligne aux utilisateurs ;

4° Tout document justifiant de la présence de médiateurs personnes physiques travaillant au sein du service en ligne, tel que : contrat de travail et copie du registre du personnel ;

5° La politique d'utilisation du ou des traitements algorithmiques ou automatisés de données à caractère personnel, précisant la finalité des traitements utilisés ;

6° La preuve du recueil du consentement éclairé de l'utilisateur avant l'utilisation d'un traitement algorithmique ou automatisé de données à caractère personnel ;

7° Les coordonnées du responsable de traitement et la preuve de leur accessibilité en ligne.

Pratique de la médiation

Nombre de médiations conventionnelles réalisées :

- Au cours des trois dernières années : _____
- Antérieurement : _____

Dans quels domaines : civil social commercial familial

Nombre de médiations judiciaires réalisées :

- Au cours des trois dernières années : _____
- Antérieurement : _____

Dans quels domaines : civil social commercial familial

(Joindre un listing détaillé le cas échéant)

Inscription sollicitée

(Cocher le ou les domaines de médiation pour lesquels vous sollicitez votre inscription. Ces rubriques s'entendent de celles qui sont les chambres des cours d'appel, le civil à dissocier du droit de la famille s'entend essentiellement du droit de la responsabilité et des contrats. Il n'est pas nécessaire d'être inscrit dans la rubrique civil pour pratiquer exclusivement le droit de la famille)

civil - Préciser les spécialités (ex : succession, partage, troubles de voisinage ...) :

social - Préciser les spécialités (ex : droit du travail, sécurité sociale, santé au travail, fiscalité ...):

commercial - Préciser les spécialités (ex : droit de la concurrence, droit des sociétés...)

Je sollicite mon inscription dans la rubrique « médiateurs familiaux » :

Préciser les spécialités (ex : succession, partage, ...)

oui non

Je sollicite mon inscription dans la rubrique spéciale pour les services en ligne fournissant des prestations de médiation : oui non

→ Joindre le formulaire de candidature prévu à cet effet. (Annexe 3)

Inscription sur d'autres listes de cours d'appel

Déjà inscrit sur la liste des cours d'appel suivantes :

Prestation(s) de serment le(s)

Dépôt en date du _____ d'un dossier, actuellement à l'étude à la cour d'appel de _____.

Sans objet

Informations complémentaires

Déclare solliciter l'inscription de la personne morale ci-dessus désignée sur la liste de médiateurs de la cour d'appel de _____ MONTPELLIER _____ et prendre connaissance des dispositions de l'article 3 du décret n° 2017-1457 relatif à la liste des médiateurs auprès de la cour d'appel aux termes desquelles :

*« Une personne morale exerçant l'activité de médiateur ne peut être inscrite sur la liste des médiateurs de la cour d'appel que si elle réunit les conditions suivantes :
1° Ses dirigeants remplissent les conditions prévues aux 1° et 2° de l'article 2 ;
2° Chaque personne physique qui assure l'exécution des mesures de médiation doit satisfaire aux conditions prévues à l'article 2. »*

Certifie sur l'honneur l'exactitude de l'ensemble des renseignements mentionnés ci-dessus ainsi que de n'avoir pas été l'auteur de faits ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, radiation, révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation.

Fait à

Le